

**GWENDAL
EVENOU**

Responsable du TAG 29 & coordinateur de

Quartiers Solidaires



Pourquoi un projet de solidarité sur les quartiers de Brest?

Le projet part d'un constat. A l'échelle de mon expérience il y a 10 ans, de travail sur le micro-crédit dans les quartiers, c'est le constat de la multitude de compétences et de talents qui ne sont pas mis en valeur. Le constat que cela n'a pas évolué et que manque sans doute un catalyseur quelque part.

Le projet Quartiers Solidaires, c'est aussi le constat d'un manque entre le social et l'économique. Soit les acteurs sont beaucoup dans le social, soit totalement dans l'économique. Mais du coup sur des territoires comme les quartiers, ça ne répond jamais aux besoins et au contexte des personnes qui y vivent.

Enfin le projet vient aussi d'une observation sociologique importante : il y a beaucoup d'individualisme dans les quartiers dès qu'on parle de création d'entreprises... ce qui ne va pas forcément avec l'esprit collectif qu'on y retrouve par ailleurs. D'après les premiers entretiens menés, je me suis rendu compte que les habitants des quartiers en question sont abreuvés de cet esprit « *success story* » de création en solo. Pourtant, derrière ce fantasme, les porteurs de projets ont en fait une portée et une vocation sociale dans leurs projets, sans savoir toujours les définir. Ils ne pensent pas collectif parce que cela n'a jamais été valorisé. Mais l'idée est de leur ouvrir les possibles sur cet aspect. Donc la question de base, c'était « comment on fait projetS communS » avec des S, pour renforcer le pouvoir d'agir et la confiance collective.

Une fois ces constats sur les territoires, quel a été à un moment donné, le déclencheur de ce projet ?

Pour l'anecdote, tout est parti d'une réunion à Brest Métropole sur les projets d'innovation sociale sur les quartiers. Nous étions invités parmi pleins d'acteurs de l'ESS (économie sociale et solidaire). Nous avons été frappés de la manière dont avait été prise la problématique par un cabinet de consultants : il fallait -

d'après eux - développer des Fablabs sur les quartiers, sans se demander au passage si ça voulait dire quelque chose pour les habitants. Il fallait réaliser une

enquête, à savoir déposer dans les boîtes aux lettres des questions à choix multiple de type : « Si je vou-

lais monter une entreprise ce serait :
réponse A : un atelier de coworking
culinaire /réponse B : un fablab /
réponse C : un tiers-lieu ... »

Alors je me suis dit que si dans l'ESS, on n'était pas capables d'avoir les pieds sur terre concernant les réalités des quartiers... ça risquait d'être compliqué d'y travailler...

C'est une dérive que l'on observe souvent, de croire qu'il suffit de poser les concepts d'innovation sociale et

« C'est une dérive que l'on croise souvent, de croire qu'il suffit de poser des concepts d'innovation sociale et d'ESS pour que ça prenne partout »

et d'ESS pour que ça prenne partout. Et qu'il suffit ensuite de se dire que si les habitants n'ont pas répondu à

l'enquête dans leur boîte aux lettres, c'est que cela ne les intéresse pas. Or parfois, c'est surtout

que l'enquête tape à côté. Se jouent aussi des biais psychologiques : les personnes se disent que ce qui est proposé n'est pas pour eux.

Pourtant, développer des projets ESS sur les quartiers était très intéressant comme objectif. Je me suis adressé au Développement Social Urbain à Brest métropole, un service compétent et ouvert à toutes les innovations sur les quartiers... et leur ai proposé une autre méthode. C'est ainsi que la démarche Quartiers Solidaires a été validée, puis financée via le contrat de ville...

Votre rencontre avec les habitants des quartiers a-t-elle confirmé ce décalage que vous pressentiez ?

Pour donner un exemple, Pontanezen est un quartier chaud de Brest, qui était entouré de tours. Pour ouvrir le quartier, on a cassé

ces tours. Or c'était les tours où il y avait les commerces.

Les premiers résultats des enquêtes parlent beaucoup de ça, même chez des jeunes de 25 ans, qui ont la nostalgie de ces commerces et se souviennent de quand ils allaient à l'épicerie du coin et comment ça faisait société. Aujourd'hui il n'y a aucun lieu à part le centre social où ils peuvent se retrouver. Et le centre social, tu y vas principalement pour une activité... il n'y a pas ce côté « marché du coin » où tu rencontres les gens spontanément.

Voilà, c'est ce dont je parlais tout à l'heure: il manque parfois du lien entre des politiques sociale et économique.

Quelle est la finalité de cette exigence de participation concrète ?

Il fallait faire de la vraie participation. C'est l'unique socle possible pour répondre aux besoins.

Quand on en parle aujourd'hui on est tout de suite écouté, et ce n'était pas le cas il y a 10 ans. Je vois par contre un grand danger à ce qu'on entend de la démocratie participative, notamment lors des élections municipales. Ça s'apparente souvent juste à de la consultation qui ne va pas plus loin.

Sur les 120 à 130 personnes rencontrées et interrogées sur un des quartiers, Recouvrance, nous sommes allés au bistrot ou au Super U du coin, à l'arrêt de tram. C'était l'occasion de mobiliser pour la suite aussi et de dire : « là il y a une réunion à venir, et toi tu parles de ça et ça et ce serait intéressant que tu viennes en débattre ».

Je ne vais pas dire que 120 sont venues aux réunions ensuite. Cela prend du temps pour mobiliser réellement. Mais pour autant on a observé une plus grande mixité sociale là où il y avait une tendance à la « boboisation », D'autres gens se sont déplacés à la réunion publique, et ça fait plaisir.

Quels sont alors les garde-fous pour ne pas rester dans une participation superficielle, ponctuelle?

Les entretiens menés déjà :

- des entretiens semi-directif voir pas directifs du tout.
- 3-4 questions ouvertes, très simples.
- donc l'entretien peut durer de 1 min à 1h. Ce qui était super, et chronophage parfois.

Donc c'est déjà ne pas enfermer les gens dans une question ou une autre.

C'est aussi rester soi-même ouvert ! Beaucoup nous ont fait des réponses sur la sécurité par exemple... ça nous a permis d'avoir des débats intéressants là-dessus, mais on ne pouvait pas répondre à leurs attentes, sinon s'en faire le relai aux pouvoirs publics.

Il a fallu faire preuve d'arguments aussi face aux désillusions de certains qui ne souhaitaient pas participer : « on a déjà assez été baladés... » Et moi je répondais : vous avez une structure qui peut faire le lien avec les pouvoirs publics, donc c'est vraiment le moment de pouvoir réfléchir ensemble et essayer d'agir sur le quartier.

Pour une telle ambition de participation des habitants, quels ont été les appuis nécessaires?

J'ai pu trouver des partenaires sur les quartiers, notamment à Recouvrance où le collectif de Coucou Recou a mobilisé des bénévoles qui sont venus faire

des enquêtes même quand je n'étais pas là.

Pour le reste j'ai été souvent seul à mener des enquêtes, et ça n'a pas toujours été facile suivant le contexte du quartier. Le directeur du centre social à Pontanezen m'avait averti que des étudiants en action sociale avaient fait des enquêtes et que ça avait failli finir en drame, tellement ils ont été pris pour des « suppôts de flics ». C'est un quartier tellement recroquevillé sur lui-même qu'il y a une réelle méfiance pour de telles démarches.

Les structures locales ont beaucoup d'expérience et sont force de proposition (...) Mais il n'y avait plus cette liberté de se dire : « On laisse des espaces libres pour l'auto-organisation des habitants ». Alors l'idée était de tenter de les remettre en place.

J'ai donc plutôt profité des fêtes de quartier pour rencontrer les personnes et ça a été beaucoup plus facile.

A l'inverse, comment ne pas faire à la place des acteurs déjà présents et qui travaillent au quotidien aux besoins des habitants?

On est dans un contexte où les structures locales ont beaucoup d'expérience, et vont être force de proposition. Mais de fait et parce que c'est leur organisation et qu'ils ont des problèmes budgétaires aussi... il n'y avait plus cette liberté là de se dire : « on laisse des espaces libres pour l'auto-organisation pour les habitants ». Et l'idée était de

tenter de les remettre en place. Et c'est ça qu'on ne fait pas seul. Dans la démarche, les centres sociaux ont été des partenaires indispensables.

On s'est beaucoup appuyé sur le centre social à Pontanezen. Et il y a eu ICEO qui est une structure originale d'un ensemblier d'insertion (SATO), qui travaillait historiquement sur le développement du pouvoir d'agir en collectif sur la question de l'emploi.

Quartiers SolidaireS s'est appuyé sur cette dynamique créée par ICEO, pour travailler l'émancipation : des ateliers pour organiser la solidarité entre eux, des cafés-rencontre où ils vont inviter eux-mêmes des entreprises, échanger avec des demandeurs d'emploi sur le quartier. Nous avons donc juste poursuivi leur travail là-dessus notamment



à travers les réunions créatives avec ICEO. Et les habitants ont répondu présents.

Rencontrer les gens, les réunir parfois... mais comment faire en sorte de mobiliser durablement?

Pour que les personnes s'investissent sur la durée, je suis tenté de dire à nouveau qu'on doit mettre en place rapidement

Et surtout creuser :
(...) ce n'est pas le tout qu'ils disent ce qu'ils ont sur le cœur, mais après il faut qu'on aille les titiller, les chercher, les provoquer gentiment et avec humour :
« ok, mais maintenant on fait quoi ? ».

des modes d'action, et que des résultats soient visibles.

Si on doit d'abord passer 3 fois 5 h en réunion, là on va retrouver les mêmes gens, déjà sensibilisés par ailleurs. Il ne faut pas abuser des réunions mais en profiter pour vraiment capter les participations diverses et voir ce qu'on peut déjà en faire. Et réussir ainsi à impliquer les personnes d'une façon ou d'une autre en fonction de ce qu'ils ont dit.

projet, il faut par essence beaucoup de temps. Il faut avoir les moyens humains pour continuer à développer l'animation de territoire sur plusieurs années en fait. Pour que ça continue à alimenter les projets en cours. Il faudrait plusieurs années et des moyens.

Après, il y a eu des supers pépites, des moments où des gens viennent à des réunions alors qu'on s'y attendait pas. Ce sont des vraies réussites, les gens ont pris confiance en eux et pensent pouvoir agir sur le quartier.

Outre ces appuis, quelles ont été les ressources théoriques ou méthodologiques de la démarche?

Je me suis beaucoup basé sur le travail fait par Saul Alinsky sur le *community organizing*, qui incite à se dire qu'il y a des possibilités



La « mise à l'écoute du territoire » a duré environ 8 mois : suffisant ou trop peu?

Ce n'est pas facile car il faut que ça aille vite sur nos projets: nous avons des impératifs de résultats, souvent annuels, à court terme. Or sur ce type de

de répondre nous-mêmes à nos besoins. A être « malpoli » et poser les choses vis-à-vis des pouvoirs publics. Et notre structure a été justement un intermédiaire : j'allais à la mairie dire ce qui n'allait pas. Même si ça ne faisait pas plaisir.

Sur le plan de l'animation collective, les outils de l'éducation populaire vous

ont-ils servi ?

J'ai choisi déjà de proposer un côté décalé, parce qu'il n'est pas interdit de rire quand on veut travailler avec des gens.

Mais j'ai eu une vigilance dans les outils d'éducation populaire. Il y a un peu de tout mais je me suis rendu compte que certains sont très stigmatisants. Ils sont devenus une habitude pour nous, pour ceux qui travaillent dans nos cercles à nous. Ils ne sont pas adaptés à des publics de quartiers qui n'ont déjà, au départ, pas cette habitude de se retrouver en réunion. Un forum ouvert ou le classique des post-it : plus du tout adapté. Comme les jeux brise-glace. Sur la question du toucher par exemple, tu te rends compte soudainement que la pertinence de l'outil dépend de l'origine de la personne.

J'ai donc utilisé peu d'outils pour être plus sur le dialogue :

- faire en sorte que tout le monde puisse s'exprimer
- qu'il y ait une bonne répartition de la parole.
- et surtout aller creuser.

C'est ça aussi Saul Alinsky : ce n'est pas le tout qu'ils disent ce qu'ils ont sur le cœur, mais après il faut qu'on aille les titiller, les chercher, les provoquer gentiment et avec humour : « ok, mais maintenant on fait quoi ? ».

Il a fallu faire table rase des outils qui pour nous sont confortables, dans des cadres et avec des gens rompus à ça, qui se font plaisir aussi. Là on ne connaît pas trop le public et ça demande d'être attentif et de se mettre en danger sur ses pratiques.

L'expérience Quartiers Solidaires, qu'en tirez-vous professionnellement? Et plus collectivement au TAG 29?

Ça a été un perpétuel test d'humilité. On a fait des choses et on s'est trompé et ce n'est pas grave.

La posture n'est jamais celle de l'expert. Un collègue parle du « hibou éponge » : avoir des grands yeux et être tout ouïe pour bien comprendre ce qui se joue.

Après on peut amener des exemples qui peuvent inspirer ou nourrir la réflexion et là je suis à nouveau dans mon rôle d'expert. Mais c'est tout. Moi j'ai ce parti pris de faire partie du groupe. Je l'anime mais je n'ai pas toutes les solutions. J'ai dit beaucoup « je ne sais pas ».

J'ai aussi pu être identifié à TAG 29 comme un acteur qui peut travailler sur les quartiers, et qui peut accompagner des porteurs de projet de quartier. Nous avons aussi un incubateur de

projets à TAG 29 dont une personne du quartier fait partie. C'est un super symbole et c'est la première fois dans l'histoire des incubateurs TAG en Bretagne, qu'une porteuse de projet est issue des quartiers politique de la ville.

...Et dans 5 ans?

Je vois bien la concrétisation des 3 ou 4 projets : il y aurait une conciergerie à Pontanezen avec un lieu ouvert pour les habitants qui favorise la solidarité. Il y aurait un tiers lieu sur Recouvrance qui permet d'expérimenter des activités et être dans l'auto-organisation. Un collectif s'est créé pour accompagner les porteurs de projets. Et Tiki Odanvi, incubée actuellement au TAG, aurait développé un espace pour les femmes auto-entrepreneuses sur le quartier.

Mais je suis toujours méfiant envers les vitrines. Il faut que derrière il y ait de réelles activités sur les quartiers et que des acteurs s'en emparent vraiment, notamment à Pontanezen.

Que ce soient des lieux qui ouvrent les possibles et rendent accessible la question du faire collectif.

**Propos recueillis le 18 sept.2020
par le Campus des solidarités**